B – De quelles variables dépend l'engagement politique ?

1 – Groupe social et diplôme

Q1 – L'appartenance à une classe sociale influe-t-il sur l'engagement politique (D1 p 294) ?

Selon une approche marxiste, l'appartenance à la classe ouvrière doit conduire à la lutte des classes. C'est le résultat à la fois d'une situation objective (exploitation des travailleurs) et de la conscience de classe (passage de la classe en soi à la classe pour soi). Plus généralement, appartenir à un milieu social défavorisé donne plus de raisons de contester l'ordre social et devrait donc être source d'engagement politique.

Mais l'appartenance à une classe sociale moins défavorisée peut aussi faciliter l'engagement politique. Le cas du « *Freedom Summer* » en témoigne : lors de cet « été de la liberté », en 1964, aux Etats-Unis, des jeunes volontaires du Nord partent dans le Mississippi afin de participer à une campagne visant à permettre aux Afro-Américains d'exercer leur droit de vote. Ce très fort engagement politique (marqué par des meurtres et violences adverses) est le fait d'étudiants issus de la bourgeoisie américaine, inscrits dans les plus grandes universités. Ces militants disposent de plus de ressources pour s'engager dans une action collective : plus de capital économique (moins de contraintes matérielles), plus de capital social (réseau de relations utiles pour organiser l'action), plus de capital culturel (conscience politique, connaissances sur les enjeux du mouvement des droits civiques aux Etats-Unis, les rapports de force en présence et les modalités possibles d'action).

Q2 – Comparer la situation des cadres et des ouvriers dans le D2 p 294.

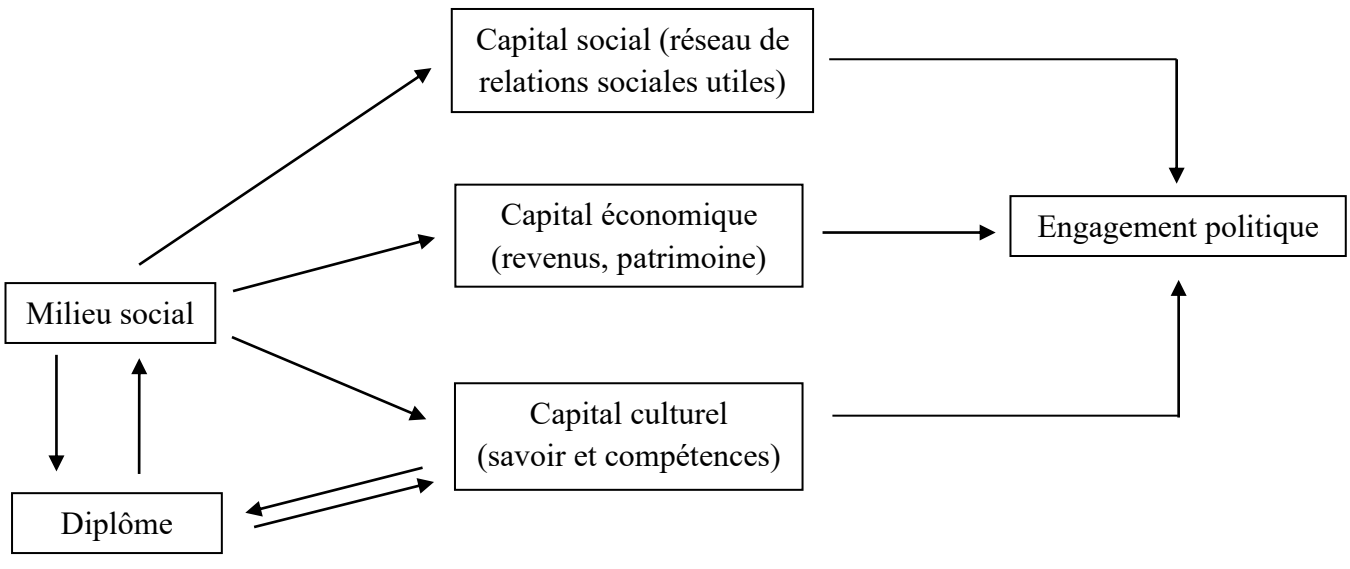
Les cadres sont très largement surreprésentés à l'Assemblée nationale : en 2017, ils constituent 76 % des députés alors qu'ils ne forment que 17 % des actifs occupés. Les ouvriers ne sont pas présents à l'Assemblée nationale alors qu'ils constituent plus de 20 % de la population active occupée.

Ces résultats s'expliquent par le fait que les cadres disposent de plus de ressources (capital économique, capital culturel, capital social) que le reste de la population et donc peuvent plus facilement se lancer dans une carrière politique. En effet, pour être élu député, il faut souvent bénéficier d'une situation matérielle aisée afin de se lancer dans une campagne électorale. Il ne faut pas craindre de s'exprimer en public et il est nécessaire de le faire correctement. Il est aussi indispensable de disposer d'un réseau de relations politiques. Ces inégalités démontrent que l'Assemblée nationale représente imparfaitement la population active : les députés risquent donc d'être moins conscients des difficultés rencontrées par les milieux les plus défavorisés.

Q3 – Montrer, à l'aide du D4 p 295, que le diplôme influe sur l'engagement politique.
Expliquer les relations entre milieu social, diplôme et engagement politique (D3 p 295).

11,2 % des diplômés de l'enseignement supérieur adhèrent à un syndicat contre 3,1 % des non-diplômés. Le taux de syndicalisation des diplômés du supérieur représente 3,6 fois (11,2 / 3,1) celui des non-diplômés.

L'enchaînement entre milieu social, diplôme et engagement politique (D3 p 295) peut être schématisé ainsi :



2 – Génération et genre

Q1 – Quelle différence faut-il faire entre âge et génération (D1 p 296) ?
Illustrer la réponse (D3 du polycopié).

Il ne faut pas confondre :

- **âge** : classe d'âge à laquelle on appartient…

- et **génération** : population née sur une période donnée).

Ainsi, la génération Z (née à partir de 2000) n'a ni les mêmes références, ni les mêmes comportements politiques que la génération des « boomers », lorsque ceux-ci étaient jeunes, dans les années 1960-1970, alors très politisés et marqués par Mai 68.

Q2 – Quel lien statistique peut-on établir entre l'âge et le taux de syndicalisation (D4-a du polycopié) ? Entre l'âge et le vote (D4-b du polycopié) ? Quelles formes prend l'engagement des jeunes (D2 p 296) ?

On observe une corrélation entre âge et taux de syndicalisation. Le pourcentage de salariés syndiqués progresse en fonction de l'âge : 14,9 % des salariés de 50 ans et plus sont syndiqués contre 3,7 % des moins de 30 ans, soit 4 fois plus (14,9 / 3,7). De même, le pourcentage d'électeurs votant systématiquement est 2,5 fois plus élevé chez les 70-74 ans que chez les 30-34 ans (50 / 20 = 2,5). En résumé, **les jeunes apparaissent nettement moins engagés que les plus âgés, en termes de participation syndicale et électorale**.

Les jeunes sont néanmoins politiquement engagés mais de façon différente par rapport aux générations précédentes, selon le D2 p 296. Pour Jacques Ion, sociologue, les jeunes auraient un **engagement « post-it »** : ils refusent de se voir coller une étiquette tout au long de leur vie militante et s'engagent pour des causes mais de manière non durable, puis changent de cause ou d'activité (tel un post-it qui peut se décoller et se recoller). L'engagement des jeunes serait donc plus variable et moins institutionnalisé, c'est-à-dire moins encadré par des organisations partisanes ou syndicales.

Q2 – Comparer le taux de syndicalisation des femmes à celui des hommes (D4-a du polycopié). Expliquer ce constat (D3 p 297). Où a-t-on observé un engagement politique plus fort des femmes (D4 p 297) ?

Le taux de syndicalisation des femmes est inférieur à celui des hommes, notamment dans la fonction publique avec 4,2 points d'écart (21,7 – 17,5).

Deux types d'explications peuvent être mobilisées selon le D3 p 297 :

- **l'inégalité de répartition des tâches domestiques**, d'où une moins grande disponibilité des femmes pour les activités militantes ;

- **l'inégalité en termes de types d'emplois, en particulier la plus forte proportion de postes atypiques (temps partiel, CDD) chez les femmes ouvrières ou employées**, ce qui rend plus complexe l'adhésion à un syndicat, du fait de salaires plus faibles, de moindre présence sur le lieu de travail et de la précarité même des emplois (adhérer à un syndicat, se montrer revendicatif, est plus difficile lorsque l'on a un emploi instable et que l'on cherche à obtenir un CDI…).

On observe néanmoins des formes d'engagement mobilisant davantage les femmes, tels que les **mouvements écologistes ou féministes**. **Dans le cadre du mouvement des Gilets jaunes, l'action politique des femmes est devenue plus visible,** notamment de la part de celles se situant à la tête de familles monoparentales, au sein des classes populaires ou moyennes. La motivation de l'action collective était ici commune avec celle des hommes, en lien direct avec l'appartenance sociale (protestation contre les difficultés matérielles d'existence, désir de reconnaissance et d'expression démocratique). Mais les pratiques observées se sont parfois traduites par une division genrée des tâches (préparation des repas pour les femmes, actions plus violentes pour les hommes).

Conclusion – Les variables influant sur l'engagement politique

L'intensité et les formes de l'engagement politique dépendent donc de variables sociodémographiques : catégorie socioprofessionnelle, diplôme, génération et genre.